



Club OHADA BURUNDI



# ETAT DES LIEUX DU DROIT DES AFFAIRES AU BURUNDI

Par Dr. Emmanuel KAGISYE  
Vice-Président de PCG INTERNATIONAL  
Président CLUB OHADA BURUNDI



+1 819 328-1896  
+1 819 592 7630

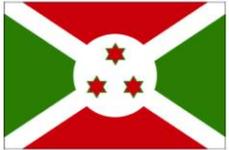
251 Laurier Avenue West, Suite 900  
Ottawa, ON, K1P 5J6, Canada

 PERCUSSIMO Consulting Group

# PLAN NATIONAL DE DEVELOPPEMENT 2018-2027

Dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires, d'importantes avancées ont été enregistrées (2017-2018)

REPUBLIQUE DU BURUNDI



PLAN NATIONAL DE DEVELOPPEMENT DU BURUNDI  
PND BURUNDI 2018-2027



Jun 2018

## DES AVANCÉES MAIS DÉFIS À RELEVER

- La facilitation des échanges ;
- le règlement des différends commerciaux ;
- la gestion des contrats ;
- la réduction de la durée et des couts des procédures;
- l'accès au crédit,
- l'attractivité des investissements étrangers ;
- le développement du partenariat Public-Privé (PPP) ;
- l'informatisation et la modernisation du Guichet Unique de Création de Sociétés;
- la base de données sur les entreprises
- la diversification des exportations.

# ÉTUDE DIAGNOSTIQUE ET ÉVALUATION DE LA JUSTICE COMMERCIALE AU BURUNDI (2019)



+1 819 328-1896  
+1 819 592 7630

251 Laurier Avenue West, Suite 900  
Ottawa, ON, K1P 5J6, Canada

# ANALYSE DU CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE

- Une législation riche mais comportant des dispositions ambiguës
- Une législation comportant des dispositions inadaptées et décriées
- Une législation disparate et incomplète
- Une législation défavorable au crédit
- Les dispositions procédurales aux nombreuses zones d'ombres
- Une législation qui n'encadre pas assez la liberté contractuelle

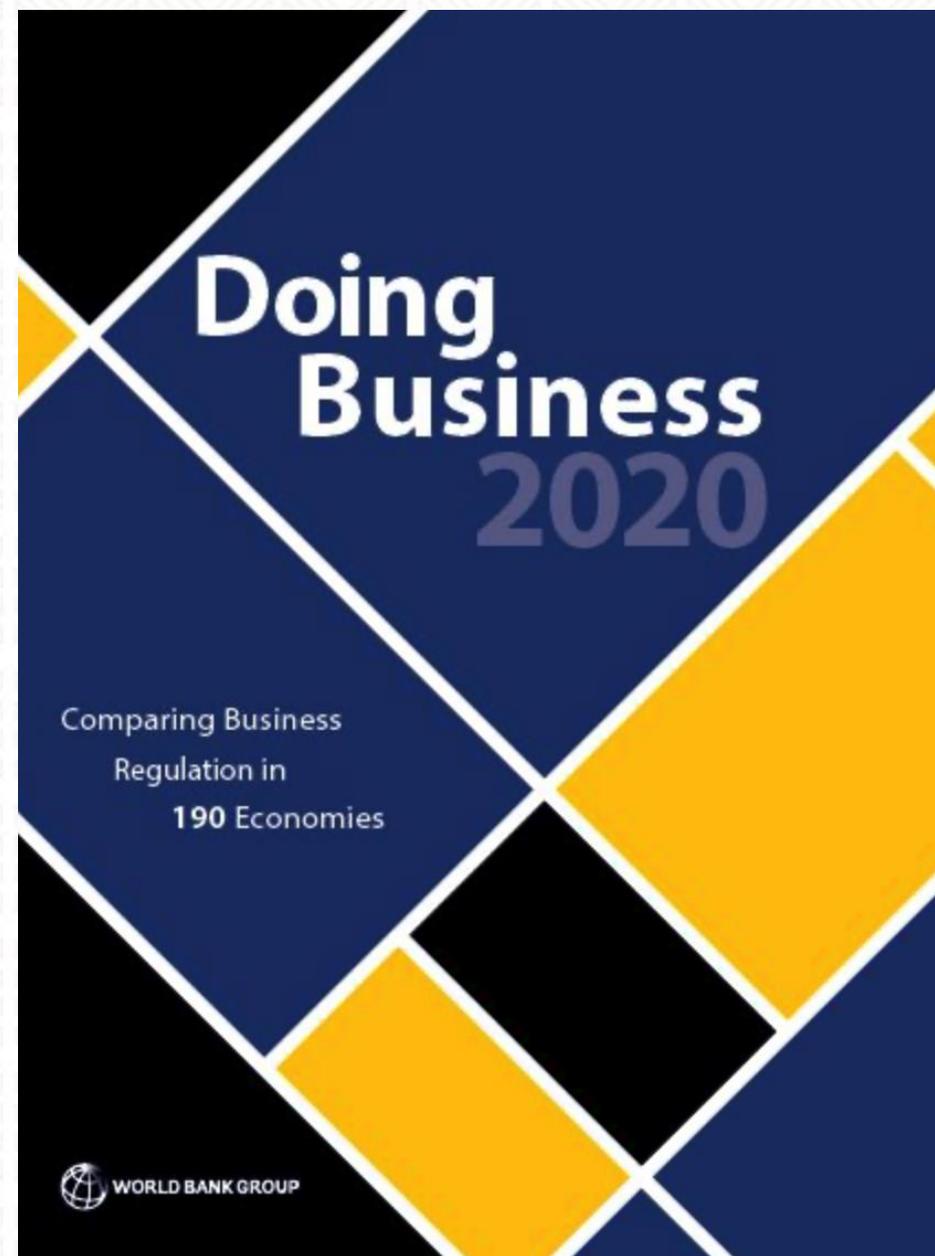
## DES FORCES ET DE NOMBREUSES FAIBLESSES

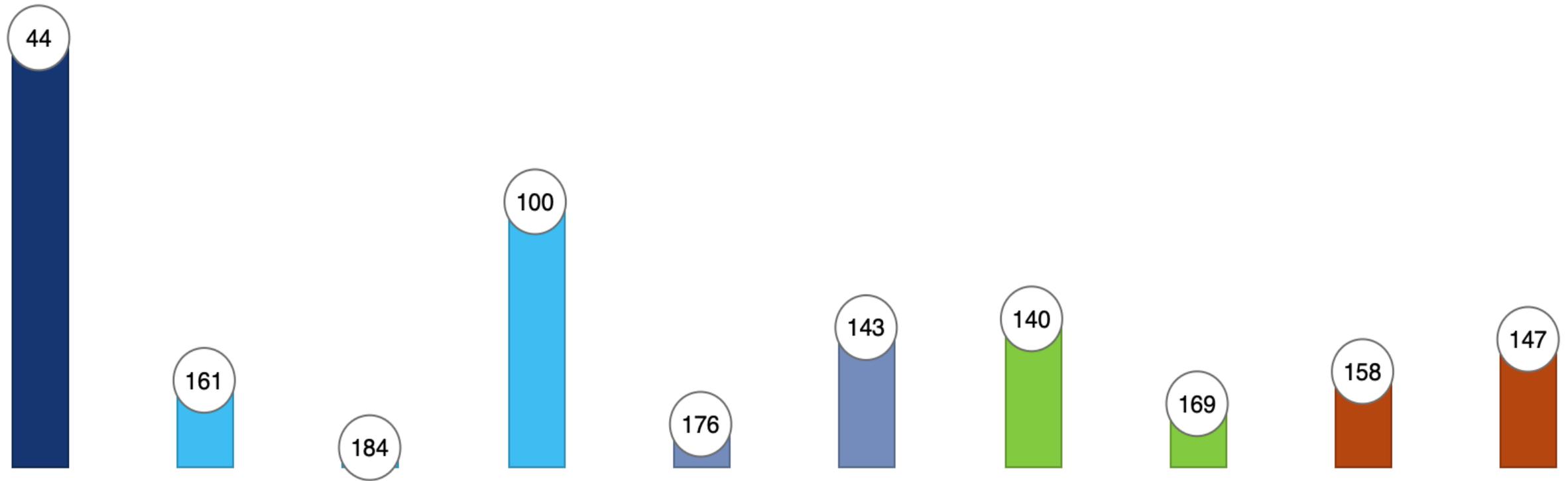
- La justice commerciale ne constitue pas une priorité
- Inaccessibilité de la justice commerciale
- L'indépendance relative de la justice commerciale
- Une justice rendue par des juges non professionnalisés
- La lenteur de la justice commerciale
- La problématique de l'exécution des jugements
- Le niveau critique de l'éthique et déontologie des magistrats
- Absence des modes alternatifs de règlements de différends

## RAPPORT DOING BUSINESS 2020

- ❖ Au niveau de l'évaluation globale, le Burundi a gagné 2 point
- ❖ Position du Burundi selon les différents critères de Doing Business :

Création d'entreprise	: 44 <sup>ème</sup>
Permis de construction	: 161 <sup>ème</sup>
Raccordement à l'électricité	: 184 <sup>ème</sup>
Enregistrement/mutation de propriété	: 100 <sup>ème</sup>
Accès au crédit	: 176 <sup>ème</sup>
Protection des petits investisseurs	: 143 <sup>ème</sup>
Paiement d'impôts et taxes	: 140 <sup>ème</sup>
Commerce transfrontalier	: 169 <sup>ème</sup>
Exécution des contrats	: 158 <sup>ème</sup>
Résolution de l'insolvabilité	: 147 <sup>ème</sup>





**Création  
d'entreprise**



**Obtention  
d'un  
permis  
de  
construire**



**Raccordement  
à  
l'électricité**



**Transfert  
de  
propriété**



**Obtention  
de  
prêts**



**Protection  
des  
investisseurs  
minoritaires**



**Paiement  
des  
taxes  
et  
impôts**



**Commerce  
transfrontalier**



**Exécution  
des  
contrats**



**Règlement  
de  
l'insolvabilité**

+1 819 328-1896  
+1 819 592 7630

251 Laurier Avenue West, Suite 900  
Ottawa, ON, K1P 5J6, Canada



**PERCUSSIMO**

Consulting Group

## APPRECIATION GLOBALE

- Le Burundi ne cesse de déployer des efforts pour moderniser climat des affaires
- La volonté déclarée des pouvoirs publics se heurte à de multiples obstacles
- Le Pays se retrouve exactement dans la même situation des pays membres de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires.

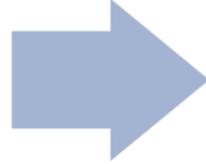
## L'insécurité juridique

- Législations hétérogènes, disparates, imprécises et mal connues.
- Contexte de la mondialisation: Réglementations des Etats parties devenues obsolètes et inadaptées à la situation économique et du cadre international.

## L'insécurité judiciaire

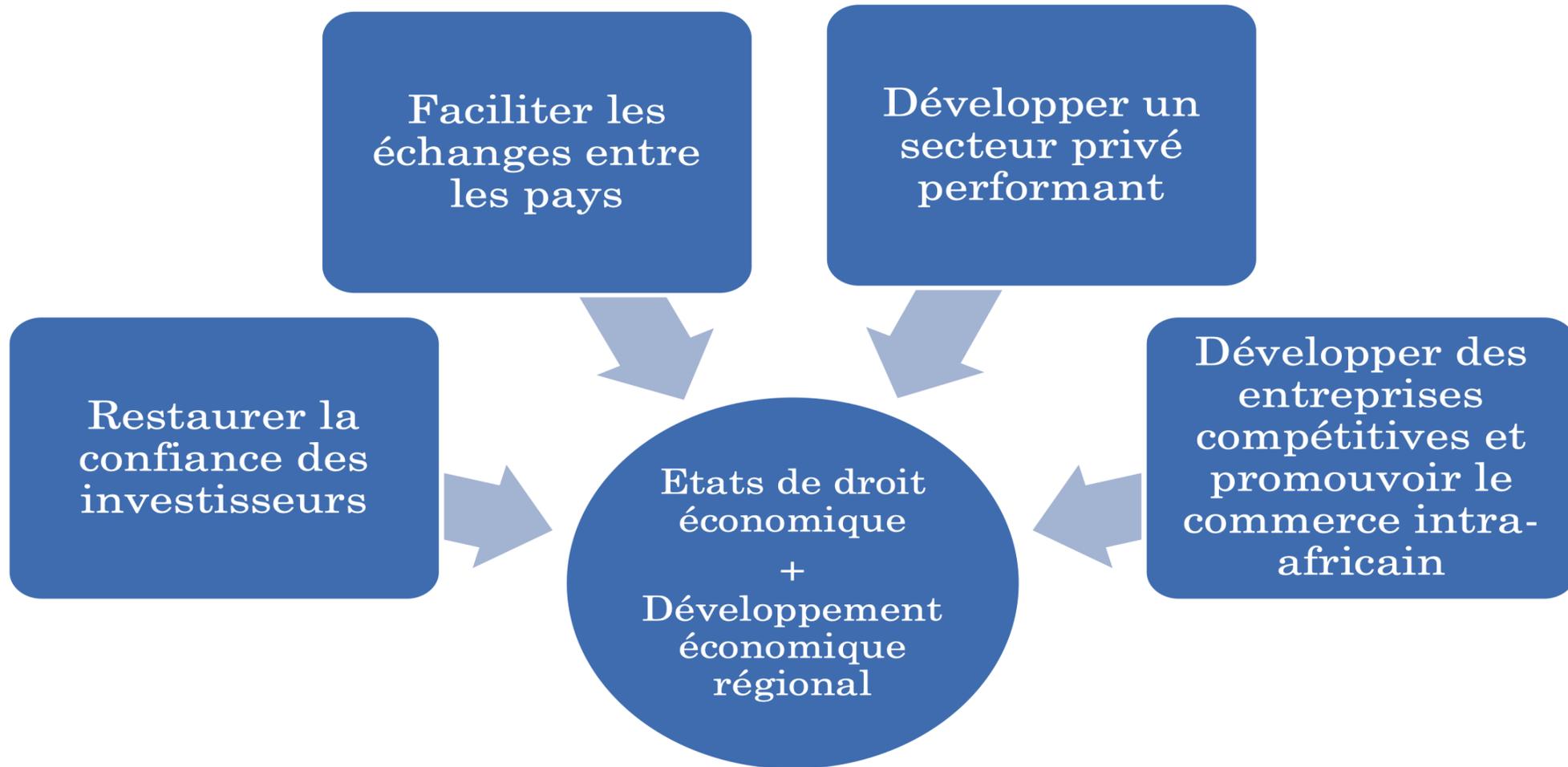
- Dégradation de la façon dont est rendue la justice, tant en droit qu'en matière de déontologie, notamment en raison d'un manque de moyens matériels, d'une formation insuffisante des magistrats et des auxiliaires de justice.

L'insécurité  
juridique



L'insécurité  
judiciaire

La  
stagnation  
économique



➤ **Question : sommes-nous obligés de réinventer la roue ?**

➤ **CONCLUSION-RECOMMANDATION:  
ADHERER A L'OHADA**

**MERCI POUR VOTRE AIMABLE  
ATTENTION**

+1 819 328-1896  
+1 819 592 7630

251 Laurier Avenue West, Suite 900  
Ottawa, ON, K1P 5J6, Canada



**PERCUSSIMO** Consulting Group